

L'ÉCOLE ASPHYXIÉE !

Le projet de budget 2010 débattu actuellement au Parlement prévoit 16 000 suppressions d'emplois dans l'Éducation après les 13 500 suppressions de 2009.

Elles s'ajoutent aux 45 000 postes qui ont été supprimés depuis 2003 dans les collèges et les lycées.

Le vibrant discours de Nicolas Sarkozy sur le lycée, les promesses lénifiantes de dialogue de Luc Chatel ne suffisent pas à masquer l'acharnement du gouvernement à asphyxier l'école ! Le ministre s'est répandu dans les médias sur le thème d'une rentrée « techniquement réussie ».

Pour les personnels c'est une provocation !

L'« opération vérité » menée par le SNES a montré que les conséquences d'une telle politique étaient lourdes dans les établissements. La colère et la détermination des personnels est proportionnelle à la gravité de la situation : détérioration systématique des conditions de travail, aggravation des conditions d'étude des élèves, absence de véritable projet de revalorisation, abandon du collège aux conséquences de la Loi Fillon de 2005, réforme inacceptable de la formation des maîtres, réforme du lycée...

**Soyons nombreux le 24 novembre,
à l'appel du SNES, de la FSU,
de la CGT, de Sud Education,
pour imposer
d'autres choix pour l'école**



POUR L'ÉCOLE - POUR NOS MÉTIERS

GRÈVE NATIONALE

MARDI 24 NOVEMBRE

EXIGEONS

- le rétablissement des postes supprimés
- des recrutements massifs
- la revalorisation de nos salaires et de nos métiers
- l'amélioration des conditions de travail et d'étude
- le respect de nos statuts
- une autre réforme de la formation
- une réforme ambitieuse du lycée et du collège

CONTRE

- les suppressions massives de postes
- les classes surchargées
- la suppression d'enseignements (options, chorale, enseignement généraux) et la généralisation de l'accompagnement éducatif
- la multiplication des heures supplémentaires et des compléments de service
- les remplacements non assurés
- le recours accru aux emplois précaires...

Prendre nos responsabilités – déclaration de Gérard Aschieri

L'actualité montre la multiplication des mouvements sociaux qui manifestent combien la politique économique et sociale du gouvernement et du patronat est contestée dans de multiples secteurs et expriment l'ampleur d'une intolérable souffrance sociale.

Notre conseil fédéral a estimé que dans ce contexte il était plus que jamais indispensable de construire au plan interprofessionnel des mobilisations unitaires à la hauteur des enjeux. Et la FSU s'y emploiera. [...]

Nous avons la volonté d'agir dans l'unité et de rassembler personnels et usagers mais la recherche de l'unité ne saurait nous paralyser.